

ÉDUCATION. Cette Cherbourgeoise va se pencher sur les victimes en milieu scolaire

Elle est mandatée contre le harcèlement

DEPUIS 2015, l'Éducation nationale tente de prendre à bras-le-corps la problématique du harcèlement en milieu scolaire. Les campagnes de communication et d'actions se sont multipliées, permettant de briser un tabou, ou en tout cas de réduire une situation mal contrôlée par les adultes. Mais il reste du chemin à parcourir, l'actualité récente le démontre encore, avec l'assassinat de la jeune Alisha à [Argenteuil](#).

Et la situation sanitaire ne peut que faire empirer cette situation, selon Katia Lemaire, la directrice de la Maison des adolescents (Mado) de la [Manche](#) : « Actuellement, ils ont peu de moyens de relâcher la soupape, il n'y a plus le sport, le cinéma, les sorties entre copains le soir. Donc si nous, adultes, ne trouvons pas des choses pour eux, certains vont agir et harceler. »

Huit étudiants

N'ayant pas perdu cet impératif de vue, l'Éducation nationale souhaite renforcer leur prise en charge du harcèlement en milieu scolaire en multipliant les moyens. C'est dans cette dynamique que la Cherbourgeoise d'origine Maëlys Naslin, étudiante en master 1 à Sciences Po Paris, à l'École d'affaires publiques, a été chargée d'une mission par le ministère. Dans le cadre de ses études, elle et cinq autres camarades, rejoints par deux étudiants en graphisme, ont été chargés d'un « défi » formulé ainsi : « Comment améliorer la prise en charge des victimes de harcèlement et cyberharcèlement à l'école ? »

L'équipe de jeunes chercheurs travaille sur le sujet depuis fin janvier. Leurs idées pourront faire l'objet d'une « incubation » dans des laboratoires d'innovations publiques et pourquoi pas être budgétées, devenir concrètes. La Cherbourgeoise est rentrée au pays pour y rencontrer différents acteurs, chefs d'établissements, chercheurs, élèves, psychologues, associations, et notamment la « Mado ».

Premier constat de l'étudiante : « Il existe certes des structures, des documentations, des spots et campagnes, mais elles sont trop nombreuses et mal agencées », rendant difficile leur accès aux personnes concernées. De plus, « il y a un manque de formation pour tous les adultes, la gestion du harcèlement revient trop souvent au seul chef d'éta-

blissement ». Enfin, « le harcèlement reste difficile à qualifier » et « les adultes ne savent pas quelles mesures prendre contre les harceleurs. Il y a les exclusions, mais l'élève exclu, où va-t-il ? Il rentre chez lui, là où il y a peut-être un mal-être et les situations se répètent. »

« Un processus inconscient »

Pour Katia Lemaire de la « Mado », « le harceleur ne se sent pas bien chez lui et va trouver une victime pour l'agresser car, paradoxalement, il a l'impression que cela lui fait du bien ». La structure qui accueille 1500 jeunes par an, pour divers problèmes, en reçoit 5 à 10 % pour des questions de harcèlement, que ce soit des harcelés ou des harceleurs. « L'adolescent est un être humain qui n'a pas de filtre et qui a une mauvaise capacité de gestion de ses émotions », indique-t-elle. « Un jeune qui commet des actes cruels se sent souvent en insécurité, s'il n'y a pas de parent, pas d'encadrant. C'est un processus inconscient. Donc, si on veut que le harcèlement s'arrête, il faut que les adultes se positionnent. »

Les étudiants entendent ce postulat et partent dans l'idée de « recréer de l'empathie entre les enfants, entre enfants et professeurs et entre enfants et parents ». Ils se fixent pour base les CM1, CM2 et 6^e, car « c'est au collège qu'il y a le plus de cas de harcèlements ». Ils vont également réfléchir à de « nouveaux outils pour les professeurs » et « centraliser, rationaliser les moyens qui existent déjà ».

Leur travail sera remis au ministère le 18 mai.

Romain LE BRIS



L'étudiante à Science Po Maëlys Naslin et ses sept camarades ont jusqu'au 18 mai pour rendre leur projet à l'Éducation nationale. Leurs idées pourront être appliquées sur le terrain pour lutter contre le harcèlement. Maëlys NASLIN

